



HAL
open science

Quelle place pour les femmes dans les instances dirigeantes des associations ? Une perspective internationale (Espagne, France, Grande Bretagne)

Erika Flahault, Anne Guardiola

► To cite this version:

Erika Flahault, Anne Guardiola. Quelle place pour les femmes dans les instances dirigeantes des associations ? Une perspective internationale (Espagne, France, Grande Bretagne) . La Tribune Fonda, 2009, 200, pp.5-9. halshs-00545514

HAL Id: halshs-00545514

<https://shs.hal.science/halshs-00545514v1>

Submitted on 15 Jan 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Quelle place pour les femmes dans les instances dirigeantes des associations ?
Une perspective internationale (Espagne, France, Grande Bretagne)

Érika Flahault, Anne Guardiola

La question de l'accès au pouvoir au sein des associations est rarement posée et plus rarement encore si on l'aborde du point de vue de la place des hommes et des femmes. Cet article propose un bref état des lieux de leurs situations respectives au sein des bureaux associatifs dans trois pays d'Europe: l'Espagne, la France et le Royaume-Uni.

Ce projet se heurte toutefois à une triple difficulté. D'abord, il n'existe pas de statut associatif unifié au niveau européen, ce qui se traduit par une diversité extrême. Ensuite, les recherches concernant les associations sont souvent récentes et, de ce fait, peu développées dans la plupart des pays européens. Quand elles existent, elles se fondent sur des méthodes variées, couvrent une partie du champ seulement, et portent davantage sur les salariés que les bénévoles. Enfin, la question de la place des femmes est rarement abordée. Récente, voire émergente, elle reste peu légitime. Lorsqu'elle est traitée, c'est essentiellement en termes de niveau d'adhésion.

Principaux indicateurs de la vie associative des trois pays

	Espagne	Royaume-Uni	France
Nombre d'associations	125 300	190 000	1 100 000
Ressources	Public : 32% Recettes d'activité et cotisations : 49% Donations privées : 19 %	Public : 47 % Recettes d'activité et cotisations: 45 % Dons et mécénat : 9 %	Public: 34,3 % Recettes d'activité et cotisations: 61% Dons et mécénat : 4,9 %
Bénévolat	1 million, dont 253 599 ETP	22 millions, dont 1 100 000 ETP	14 millions, dont 935 400 ETP
Emploi salarié	328 484, dont 256 115 ETP (2001)	611 000, dont 486 000 ETP (2005)	1 680 000, dont 1 360 000 ETP (2008)
Part de l'emploi associatif dans l'emploi total salarié	1,96%	2,2 %	7,6 %
<small>Sources : Espagne : García Delgado (2004), Ruiz Olabuénaga J.I. (2000); France : CPCA (2008), Insee (2008), Tchermouk (2007). Royaume-Uni : CPCA (2008), Clark (2007).</small>			

L'Espagne ou la montée des femmes dans l'action sociale

Le secteur associatif apparaît moins développé en Espagne que chez ses voisins européens car il y est resté longtemps interdit ou très contrôlé. Jusqu'à la fin de la dictature, l'assistance et la prestation de services sociaux sont essentiellement prises en charge par l'entraide informelle familiale, paroissiale ou villageoise. Lors de la transition démocratique, les politiques sociales passent sous la responsabilité de l'État et la vie associative se développe et se structure progressivement, en grande partie sur des financements publics.

Le bénévolat espagnol se compose à parts égales d'hommes et de femmes, avec une légère majorité pour les premiers ; à l'exception du secteur de l'action sociale, où la balance penche nettement du côté des femmes. Au sein de ce secteur, de loin le plus étudié et le seul pour lequel il existe des données sexuées, le profil de la personne volontaire est une femme (entre 57 % et 75 % selon les sources), âgée de 31 à 45 ans, avec un niveau d'études secondaire, impliquée environ quatre heures par semaine. Notons que le niveau de diplôme des volontaires augmente avec la taille de la structure, et que la prédominance très nette des femmes disparaît dans les organes de direction.

Deux études territoriales dans le secteur sanitaire et social précisent ce point. La première indique que sur 331 associations enquêtées, 40 % sont dirigées par des femmes. Rapporté à la part des femmes parmi les parlementaires espagnols (36% en 2006), ce chiffre paraît honorable, mais comparé à la part des femmes bénévoles dans ce secteur (57 à 75%), il apparaît nettement moins glorieux. De plus, on note que 93 % des ONG dédiées principalement ou exclusivement aux femmes sont dirigées par des personnes du même sexe. Ou encore que 47 % des dirigeantes associatives dans le secteur social le sont d'une association visant un public féminin. Une seconde enquête confirme le constat d'une plus grande participation des hommes aux postes de pouvoir dans les associations d'aide aux malades. Même si les bénéficiaires sont à 58 % des femmes, les postes de direction sont majoritairement occupés par des hommes (62 %), tandis que les femmes sont légèrement plus nombreuses aux postes de secrétaire et trésorière.

Le Royaume-Uni ou la force de l'engagement féminin

C'est au Royaume-Uni que l'activité bénévole est la plus généralisée puisqu'elle concerne plus d'un tiers de la population. Le secteur associatif est très structuré et intervient là où l'État ne le fait pas, dans un contexte de faibles dépenses publiques en matière de politique sociale et de privatisation des services sociaux. Cette culture associative est ancrée dans une socialisation au bénévolat dès le système scolaire, et repose sur une forte complémentarité entre un bénévolat dynamique et un salariat très professionnalisé et qualifié. Les financements y sont variés, avec un rôle important des fondations et de l'État, mais tendent à évoluer vers une logique plus marchande.

Au Royaume-Uni, contrairement aux deux autres pays observés, les femmes sont plus souvent bénévoles (64%) que les hommes (54%). En outre, elles représentent 58 % des bénévoles récents (5 ans d'ancienneté au plus) et 54 % parmi ceux de longue date (6 ans et au-delà). Le profil de la personne bénévole est une femme âgée de 35-44 ans ou 55-64, occupant un emploi. Mais là encore, et, pour des raisons historiques peut-être davantage que dans d'autres pays, les secteurs et les lieux d'engagement féminins et masculins se distinguent nettement. Les femmes, exclues des organisations masculines, ont créé les leurs, notamment dans les secteurs philanthropique, religieux, mais aussi syndical et politique.

Dans un pays où l'action bénévole occupe une telle place dans la vie de l'ensemble de la population, les données détaillées concernant la place des femmes dans les instances de décision sont étonnamment récentes et le niveau de précision limité. On y apprend que 46,4% des cadres dirigeants des associations sont des femmes en 2008, chiffre inférieur à leur place en tant que bénévoles. Néanmoins, elles accèdent plus facilement au pouvoir

dans le monde associatif que politique puisque moins de 20% des parlementaires sont des femmes en 2008.

La France ou l'entre-deux

Enfin, en France, le secteur associatif est très développé avec 1,1 millions d'associations recensées en 2007 et 14 millions de bénévoles. Il s'est également professionnalisé, tout particulièrement dans le secteur sanitaire et social. Ces organisations sont financées essentiellement par l'État, les collectivités territoriales et la Sécurité sociale pour les associations employeuses ; par les recettes d'activité et les cotisations pour les associations de sports et loisirs.

C'est en France que les données sexuées sont les plus précises. Elles montrent une moindre participation des femmes à tous les niveaux d'investissement du monde associatif. Le taux d'adhésion à au moins une association atteint 39 % pour les femmes contre 49 % pour les hommes. Et la participation bénévole aux activités associatives est estimée à 19 % pour les femmes et 27 % pour les hommes.

L'examen des fonctions dirigeantes montre une constante : la prédominance masculine aux postes de pouvoir, qui se décline de façon variable selon le secteur d'activité, la taille de la structure et son ancienneté. La présidence des associations reste très majoritairement masculine (69 %). Toutefois, davantage de femmes sont présidentes d'associations employeuses (36 %) que d'associations sans salarié (30 %). On observe une situation proche de la parité dans deux secteurs d'activité : l'action caritative et humanitaire et l'action sociale. En revanche, les secteurs chasse et pêche, sports, ainsi que défense des droits et des causes laissent très peu de place aux femmes présidentes. Enfin, les présidentes apparaissent d'autant plus nombreuses que l'association est récente. Elles ne sont que 17 % dans les structures créées avant 1960 mais 38 % dans celles déclarées après 2000.

Les femmes sont mieux représentées aux autres fonctions du bureau, (42 % des trésoriers et 57 % des secrétaires), ce qui laisse apparaître une quasi parité si l'on regarde la totalité des bureaux. La division sexuée des rôles se réalise en interne, au sein du bureau, d'une part, le secrétariat pour les femmes, d'autre part, pour les hommes, les postes de Président et souvent de Trésorier.

Justifications et actions

En France comme en Espagne, les enquêtes auprès des dirigeants font apparaître différents types de justifications de ces situations de déséquilibre entre hommes et femmes. En Espagne, les hommes évoquent une collaboration complémentaire et instrumentale pour justifier les déséquilibres observés. Il s'agirait d'une optimisation des ressources humaines volontaires, chacun et chacune étant plus efficace en réalisant une activité familière. Ceci expliquerait pourquoi les femmes se retrouvent plutôt aux postes d'exécution, proche de la relation de services ou en situation de face à face avec les usagers, alors que les hommes s'impliquent davantage dans le travail de planification, ou plus technique et directement en lien avec la prise de décision. Les femmes, de leur côté, évoquent une division sexuée des tâches conforme aux rôles traditionnels. Dans tous les

cas, on note un discours de naturalisation des rapports entre les femmes et les hommes et une absence de prise de conscience de ce déséquilibre des responsabilités.

En France, il est intéressant d'analyser les réactions des responsables associatifs face aux initiatives de promotion de l'égal accès aux responsabilités. Nombreux sont ceux qui jugent ce questionnement sans fondement. L'engagement associatif reposant sur la base du volontariat, les rapports sociaux qui influencent l'accès au pouvoir ne sont pas considérés comme déterminants; si les femmes ne sont pas plus nombreuses parmi les dirigeants c'est qu'elle ne le souhaite pas. D'autres le jugent secondaire, privilégiant la question du renouvellement des bénévoles sans perspective de genre. Certaines associations se déclarent intéressées mais démunies quant à la démarche à suivre, alors que d'autres, convaincues de l'intérêt, s'engagent en théorie et en pratique, voire, dans quelques cas rares, se dotent de moyens pour définir des axes de progrès et élaborent un plan d'action.

En conclusion, malgré des données statistiques disparates et des contextes historiques et socioéconomiques différents, les trois pays étudiés présentent des similitudes en termes de clivage sexué des espaces d'engagement associatif et d'inégal accès des femmes et des hommes aux responsabilités bénévoles.

Ainsi, le champ associatif, loin d'être un havre d'égalité, constitue un terrain comme un autre de (re)production des rapports sociaux de sexe, d'autant plus efficace qu'ils y sont souvent niés. La prise en compte de la question de l'égalité et de la mixité est pourtant à l'ordre du jour et s'inscrit dans un contexte global d'évolution, déjà à l'œuvre dans le monde économique et politique en Europe. Mais pour que cette problématique puisse passer du questionnement à l'action, il est indispensable de construire, de façon rigoureuse et systématique, des données statistiques et des indicateurs sexués pour chaque pays de l'Union européenne.

Références bibliographiques

Almond Stephen, Kendall Jeremy, 2000, *Paid employment in the self-defined voluntary sector in the late 1990s: an initial description of patterns and trends*, Centre for Civil Society Working Paper,

Archambault Édith, 2007, « L'économie sociale en France dans une perspective européen », XXIème colloque ADDES Association pour le Développement de la Documentation sur l'Économie Sociale, 26 novembre, 24 p.

Barret-Ducrocq Françoise, 2009, « Égalité des sexes et pouvoir en Grande-Bretagne », *Informations sociales*, n° 151, janvier-février, « Genre et pouvoir en Europe », pp.112-117

Campá García (dir.), 2004 *¿Son machistas las ONG?* Primer avance de una investigación socio-jurídica, novembre, ww.gts.uji.es/docs/las_palmas.pdf

Clark Jenny, 2007, *Voluntary Sector; Skills Survey 2007 England*, Workforce hub / Skills for Health / National Council for Voluntary Organisations

Clark Jenny, 2007, *The UK Voluntary Sector Workforce Almanac 2007*, Workforce hub / National Council for Voluntary Organisations

Conférence permanente des coordinations associatives (CPCA), 2008, *Les secteurs associatifs et leurs relations avec l'Etat dans l'Europe des 27. Essai d'analyse comparée*, CPCA, Coll. « Etudes et documents »

Dauphin Sandrine, 2009, « Femmes/hommes dans la prise de décision en Europe : quelques chiffres clés », *Informations sociales*, n° 151, janvier-février, « Genre et pouvoir en Europe », pp. 8-11

Diebolt Évelyne, 2004, *Femmes de conviction, femmes d'action. Les femmes aux postes de décision du secteur associatif (1983-2004)*, Paris, Femmes et Associations

Equality and Human Rights Commission, 2008, *Sex and power*; consultable en ligne: http://www.equalityhumanrights.com/Documents/EHRC/SexandPower/Sex_and_Power_2008.pdf

Emakunde, 2003, *Análisis del Género en los Presupuestos Públicos*, Departamento de Sanidad

Equipo de investigación GTS (Género y Tercer Sector), 2006, *El «techo de cristal» en las entidades no lucrativas de la Comunidad Valenciana*, IX Congreso Estatal del Voluntariado, Universidad Jaume I (Castellón), Toledo

Eurostat, 2008, *La vie des femmes et des hommes en Europe. Un portrait statistique*, Eurostat / Commission Européenne. Consultable en ligne : http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page?_pageid=1073.46587259&_dad=portal&_schema=PORTAL&p_product_code=KS-80-07-135

Fèbvre Michèle, Muller Laura, 2004, *Vie associative et bénévolat en 2002*. Tableaux issus de l'enquête PCV (enquête permanente sur les conditions de vie) « Vie associative » et des indicateurs sociaux, Insee, Série « Documents de travail ».

Fillon-Nallet Françoise, Guardiola Anne, Nobili Laurence, 2004, *Guide expérimental d'appui méthodologique pour l'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités dans les associations*, financé par la Délégation Interministérielle à l'Innovation, à l'Expérimentation Sociale et à l'Économie Sociale (DIIESES), Retravailler.

Flahault Érika, Guardiola Anne, 2009, « Genre et associations en Europe : le pouvoir en question », *Informations sociales*, n° 151, janvier-février, « Genre et pouvoir en Europe », pp. 128-136

Gallego Marbán, V. y Rodríguez Cabrero, G., 2001, "El voluntariado: prácticas sociales e impactos económicos", en *Revista del Ministerio de Trabajo y asuntos Sociales*, n°1, (Ejemplar dedicado a: Voluntariado), pp. 49-70

García Delgado, José Luis (dir.), 2004, *Las cuentas de la economía social. El tercer sector en España*, Madrid, Civita Ediciones

Howell Jude, 2007, "Gender and Civil Society: Time for Cross-Border Dialogue", *Social Politics: International Studies in Gender, State & Society*, vol 14, n°4, pp. 415-436

Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), 2008, *Statistiques harmonisées de l'économie sociale*.

Institute for Volunteering Research, 2007, *The changing and non-changing faces of volunteering: Further findings from Helping Out*

Institute for Volunteering Research, 2007, *Who gives time now? Patterns of participation in volunteering*

Ishlanian Armine & Lewis Jane, 2007, "Gender, Civil Society, and Participation: Introduction to the Special Issue of Social Politics", *Social Politics: International Studies in Gender, State & Society*, vol 14, n°4, pp. 407-414

Lopez Novo Joaquin, 2004, *El tercer sector social en Espana*, El Pais

Lorenzo García, Rafael de (dir.), 2003, *Tejido asociativo español y tercer sector*, Madrid, Editorial Centro de Estudios Ramón Arces, Fundación Luis Vives, DL

Perelló Tomás Fátima, 2007, "Tejiendo disidencias: una aproximación a las transformaciones de género, en el campo del voluntariado", *Arxius*, n° 17.

Reverter-Bañón Sonia, 2008, "Civil Society and Gender Equality: A Theoretical Approach", *Civil Society Working Paper 24*, London School of Economics (LSE).

Rey Fernando, 2008, *Anexo al Cuaderno de Debate 3. Igualdad de trato, de oportunidades y Tercer Sector*, Fundación Luis Vives.

Tabariès Muriel, Tchernonog Viviane, 2005, « Les femmes dans les associations/. La non mixité des bureaux, reflet de centres d'intérêt différents ou modalité d'accession aux responsabilités pour les femmes ? », *RECMA Revue des études coopératives, mutualistes et associatives*, n° 297, pp. 60-80

Tchernonog Viviane, 2007, *Le paysage associatif français. Mesures et évolutions*, Juris-associations / Dalloz

García Delgado, José Luis (dir.), 2004, *Las cuentas de la economía social. El tercer sector en España*, Madrid, Civita Ediciones

Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), 2008, *Statistiques harmonisées de l'économie sociale*.

Tchernonog Viviane, 2007, *Le paysage associatif français. Mesures et évolutions*, Juris-associations / Dalloz